

Liste des étudiants du centre universitaire des sciences et techniques de l'université de Clermont-Ferrand-II ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1976 et en 1977.

Les étudiants du centre universitaire des sciences et techniques de l'université de Clermont-Ferrand-II dont les noms sont mentionnés ci-après ont obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement :

1° En 1976.

Spécialité Génie biologique.

Habert (Mireille). | Malicrot (Marie-Thérèse).

Spécialité Génie civil.

Canavera (Gérard).	Goleo (Jean-Louis).
Chaffaud (Jean-Pierre).	Lambert (Dominique).
Couvreur (Jean).	Moreau (Louis).
Destrebecq (Jean-François).	Pin (Gérard).
Flageat (Gérard).	Remande (Michel).
Fogli (Michel).	Roggi (Marcel).
Fombert (Patrick).	Rubio (Joseph).
Fouchet (Pierre).	Saludas (Bernard).
Gervais (Alain).	Yassine (Abdeslam).

Spécialité Génie électrique.

Bouchant (Jean-Charles). | Testud (Jean-Claude).
Chatras (Jacques).

Spécialité Génie physique.

Ducourthial (Bernard). | Méneroux (Jacqueline).
Lardy (Yves). | Musset (Elisabeth).
Martin (Daniel).

Spécialité Méthodes informatiques appliquées à la gestion.

Benmeni (Azzedine). | Taillandier (Gilbert).
Gauriat (Marie-Christine).

2° En 1977.

Spécialité Génie biologique.

Dapoigny (Henri).

Spécialité Génie civil.

Bosser (Christian).	Pacot (Patrice).
Colombe (Thierry).	Paul (Bernard).
Doucet (Jean).	Peuchot (Bernard).
Guillebeaud (Jean-Philippe).	Proust (Bernard).
Guyot (Gérard).	Quenault (Bernard).
Le Martinel (Daniel).	Raoux (Luc).
Masson (Jean-Michel).	Riboulet (Jean-Noël).
Mirat (Jean-Michel).	Vernus (Georges).
Mur (Joseph).	

Spécialité Génie électrique.

Beaudoux (Jean-Louis).	Kamagate (Bassindou).
Bruhat (Gérard).	Nourrisson (Gilles).
Delahaigue (Jean-Luc).	Puydypain (Jean-Michel).
Force (Roland).	Salvis (Michel).
Gay (Michel).	Zamy (Fiacre).
Gerus (Pierre).	

Spécialité Génie physique.

Getenet (Jean-Louis).	Santos (Emile).
Hainaux (Pierre).	Taurisano (Marie).
Mauppin (Marc).	Verny (Philippe).

Spécialité Méthodes informatiques appliquées à la gestion.

Brunet (Maryse).	Pays (Jean-Luc).
Delval (Antonio).	Teisset (Annick).
Levasseur (Claudine).	

Liste des élèves ayant obtenu en 1977 le diplôme d'ingénieur de l'école nationale d'ingénieurs de Tarbes.

Rectificatif au Journal officiel du 27 novembre 1977 (NC 196) : page 7888, 2^e colonne, 2^e sous-colonne, 17^e nom, au lieu de : « Porte (Gérard) », lire : « Portes (Gérard) ».

SECRETARIAT D'ETAT AUX ANCIENS COMBATTANTS

Régies d'avances et de recettes.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux anciens combattants en date du 14 février 1978, le montant maximal de l'avance pouvant être consentie au régisseur d'avances et de recettes auprès du sous-centre d'appareillage permanent de Grenoble est fixé à 36 000 F.

SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

Création d'un certificat d'aptitude à l'animation des activités physiques et sportives dans les entreprises.

Le ministre du travail et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu l'article L. 432-2 du code du travail relatif aux attributions du comité d'entreprise ;

Vu le livre IX du code du travail relatif à la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, et notamment son article L. 940-2 ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, et notamment son article 16 (§ 2, alinéa 2) ;

Vu le décret n° 77-419 du 19 avril 1977 relatif aux attributions du ministre du travail ;

Vu le décret n° 77-440 du 26 avril 1977 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 31 mars 1977 portant délégation de signature du directeur des relations du travail ;

Vu l'arrêté du 10 juin 1977 portant délégation de signature du directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Il est créé un certificat d'aptitude sanctionnant la formation d'animateurs des activités physiques et sportives dans les entreprises.

Le certificat d'aptitude visé à l'alinéa précédent ne confère aucune compétence en matière d'enseignement sportif.

Il est délivré dans les conditions fixées ci-après.

Art. 2. — Pour être admis à se présenter à l'examen conduisant à l'attribution d'un certificat d'aptitude à l'animation des activités physiques et sportives dans les entreprises, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

Etre âgé de vingt ans au moins à la date de l'examen ;

Avoir travaillé deux années au moins dans l'entreprise ;

Avoir subi un stage probatoire d'une durée d'au moins quatre semaines consécutives ou non.

Le candidat est présenté par l'entreprise où il exerce après consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel.

Art. 3. — Pour faire acte de candidature les intéressés doivent fournir à la direction départementale de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date fixée pour le début du stage probatoire, un dossier comprenant les pièces suivantes :

Une demande d'inscription ;

Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;

Une certification médicale d'aptitude à l'animation des activités physiques et sportives.

La liste des candidats est arrêtée par le directeur du centre régional d'éducation physique et sportive du lieu d'implantation du stage.

Art. 4. — Le stage probatoire visé à l'article 2 du présent arrêté est organisé par les centres régionaux d'éducation physique et sportive.

Il porte sur les points suivants :

Physiologie pratique relative à l'activité physique et sportive du travailleur ;

Organisation administrative des activités physiques et sportives, et notamment des activités physiques et sportives dans les entreprises ;

Pédagogie et technique de l'animation des activités physiques et sportives dans les entreprises, et notamment les activités physiques et sportives en faveur du plus grand nombre ;

Initiation à la prévention, l'hygiène et à la sécurité, notamment aux principes de sécurité physique dans le travail ;

Initiation au sauvetage secourisme du travail selon le programme défini par l'institut national de recherche et de sécurité.

Art. 5. — Au terme du stage probatoire, les candidats au certificat d'aptitude à l'animation des activités physiques et sportives dans les entreprises devront satisfaire à une épreuve écrite et une épreuve orale portant sur le programme du stage probatoire :

1. Une épreuve écrite

Elle porte sur l'administration des activités physiques et sportives, et notamment des activités physiques et sportives dans les entreprises (coefficient 1 ; durée : une heure).

2° Une épreuve orale :

Sous forme de deux entretiens, elle porte sur :

- a) L'animation des activités physiques et sportives dans les entreprises, et notamment les activités physiques et sportives en faveur du plus grand nombre (coefficient 3 ; durée : une heure).
b) L'initiation à la prévention, à l'hygiène et à la sécurité physique dans le travail (coefficient 1 ; durée : une heure).

Art. 6. — Les épreuves de l'examen du certificat d'aptitude sont notées de 0 à 20.

Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 à une épreuve quelconque peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury. Les candidats ayant obtenu au moins 50 points pour l'ensemble des épreuves définies à l'article 5 ci-dessus seront déclarés admis par le jury visé à l'article 7 au certificat d'aptitude à l'animation des activités physiques et sportives dans les entreprises.

Art. 7. — Le jury du certificat d'aptitude est composé pour moitié des membres nommés par le directeur régional du travail et pour moitié des membres nommés par le directeur régional de la jeunesse et des sports.

Il comprend :

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant, président ;

Le directeur des relations du travail ou son représentant ;
Une ou plusieurs personnes qualifiées en matière d'activités physiques et sportives, et notamment d'activités physiques et sportives dans les entreprises ;

Une ou plusieurs personnes qualifiées en matière d'hygiène et de sécurité au travail.

Art. 8. — Le directeur de l'éducation physique et des sports et le directeur des relations du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 février 1978.

Le ministre du travail,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des relations du travail,
P. CABANES.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur de l'éducation physique
et des sports empêché :

Le sous-directeur de l'éducation physique et sportive,
M. ARDISON.

EMPLOIS RESERVES

NOMINATIONS

Ministère de la défense.

Par arrêté du ministre de la défense en date du 3 février 1978, pris en application de la législation sur les emplois réservés, M. Troome (Jean-François) est nommé préposé téléphoniste stagiaire dans les services du ministère de la défense à Paris.

AVIS ET COMMUNICATIONS

PREMIER MINISTRE

Avis de vacance d'un emploi de direction.

Est déclaré vacant au ministère de l'économie et des finances un emploi de chef de service.

Conformément aux dispositions du décret n° 72-558 du 30 juin 1972 modifiant le décret n° 55-1226 du 19 septembre 1955 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service, de directeur adjoint et de sous-directeur des administrations centrales de l'Etat, les candidatures doivent être transmises, par la voie hiérarchique, au Premier ministre (direction générale de l'administration et de la fonction publique), 32, rue de Babylone, Paris (75), et au ministre intéressé dans un délai de quinze jours à compter de la date de publication du présent avis.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Avis de vacance d'emploi de directeur du musée du Louvre.

Est déclaré vacant au ministère de la culture et de l'environnement l'emploi de directeur du musée du Louvre.

L'emploi de directeur du musée du Louvre, affilié au régime des pensions, est affecté du classement indiciaire brut 901, groupe B.

Le directeur du musée du Louvre est choisi parmi les inspecteurs généraux ou les conservateurs en chef des musées ou parmi les fonctionnaires de catégorie A ayant un classement indiciaire équivalent à celui des administrateurs civils de 1^{re} classe, 5^e échelon.

Les candidatures doivent être transmises accompagnées d'un curriculum vitae par la voie hiérarchique dans un délai de dix jours à compter de la date de publication du présent avis au ministère de la culture et de l'environnement, direction des musées de France, palais du Louvre, pavillon Mollien, cour du Carrousel, 75041 Paris CEDEX 01.

Avis de vacance d'emplois de professeur dans les écoles de musique contrôlées par l'Etat.

Sont déclarés vacants en vue d'être pourvus soit par voie de mutation soit par les candidats titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions correspondantes dans les écoles de musique contrôlées par l'Etat les emplois suivants :

Amiens.

Guitare : treize heures.

Calais.

Piano : seize heures.

Tous renseignements concernant les conditions de recrutement peuvent être demandés à la direction de la musique, de l'art lyrique et de la danse (bureau de l'enseignement musical), 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (téléphone : 555-92-03, poste 447).

Sont déclarés vacants en vue d'être pourvus par voie de mutation les emplois de professeur dans les écoles de musique contrôlées par l'Etat suivantes :

Toulouse.

Solfège : seize heures.

Troyes.

Cor : douze heures.

Tous renseignements concernant les conditions de recrutement peuvent être demandés à la direction de la musique, de l'art lyrique et de la danse (bureau de l'enseignement musical), 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (téléphone : 555-92-03, poste 447).

Sont déclarés vacants en vue d'être pourvus par les candidats titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur dans les écoles de musique contrôlées par l'Etat les emplois suivants :

Versailles.

Guitare : seize heures.

Angers.

Violon et musique de chambre : seize heures.

Flûte à bec et solfège : seize heures.

Tous renseignements concernant les conditions de recrutement peuvent être demandés à la direction de la musique, de l'art lyrique et de la danse (bureau de l'enseignement musical), 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (téléphone : 555-92-03, poste 447).

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Avis aux exportateurs relatifs au tarif des prélèvements, des taxes et des montants compensatoires monétaires applicable aux exportations vers les pays tiers.

Avis aux importateurs relatifs au tarif des prélèvements agricoles et des montants compensatoires monétaires applicable à l'importation en provenance des pays tiers.

Ces avis sont publiés dans le numéro 18 de l'édition des Documents administratifs paru ce jour.